

Commission : Haut-commissariat aux ressources

Question : Des hauts fonds à la lune, y a-t-il des limites à l'exploitation des ressources ?

Auteur : Royaume-Uni

Jusqu'à aujourd'hui, en 2030, le Royaume-Uni a toujours fait en sorte d'être engagé sur les questions énergétiques. En effet, ses efforts pour accélérer sa transition énergétique ont été considérables et ses investissements records dans les énergies renouvelables font de ce pays un modèle et une voix qui compte dans les négociations à la COP. Cette délégation soutient donc la cause de la transition énergétique et de la mise en place cruciale de limites quant à l'exploitation des ressources pour le bien de notre planète mais également de notre économie.

Pour instaurer ces limites, le Royaume-Uni a mis en place des réglementations concernant l'exploitation des ressources, tant sur les hauts fonds que dans l'espace pour favoriser une transition énergétique durable et assurer le maintien des ressources. Concernant les hauts fonds, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM) encadre l'exploitation des ressources maritimes, stipulant que les États doivent respecter la biodiversité et les droits des autres États. Des lois encadrant l'exploitation des ressources naturelles sont donc instaurées pour minimiser l'impact environnemental, notamment dans les secteurs de la pêche et de l'exploitation minière.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources spatiales, le Royaume-Uni a adopté la loi sur l'innovation spatiale en 2018, qui permet aux entreprises d'exploiter les ressources lunaires et spatiales, tout en imposant des obligations pour la protection de l'environnement et la sécurité. C'est pourquoi le Royaume-Uni cherche à collaborer avec d'autres pays et organisations internationales pour garantir que l'exploitation des ressources spatiales soit responsable et durable. Ainsi, bien qu'il y ait des opportunités d'exploitation, il existe aussi des limites et des réglementations pour assurer la durabilité et la coopération internationale.

En décembre 2024, le premier ministre Keir Starmer a décidé de ne plus accorder de nouvelles licences d'exploration de pétrole et de gaz en Mer du Nord. Et en janvier 2025, les poursuites engagées par Oceana UK, une organisation de protection du milieu marin, aboutissent à l'annulation de 31 licences délivrées. De plus, des incitations financières et des subventions sont offertes pour le développement des énergies renouvelables, comme l'éolienne offshore et solaire. Les nouvelles installations doivent également respecter des normes environnementales strictes. Le gouvernement a donc élaboré des plans stratégiques pour encourager l'innovation dans les technologies vertes et promouvoir l'efficacité énergétique dans tous les secteurs. Ces mesures visent à équilibrer les besoins économiques avec la durabilité environnementale.

Pour conclure, le Royaume-Uni, reconnaissant la nécessité de réguler l'exploitation des ressources, souhaiterait encore une fois réaffirmer sa position quant à ce sujet. Il voudrait donc, avec l'aide des autres délégations, trouver d'autres solutions et limites à ces problèmes de tailles aujourd'hui. Il cherchera également à soutenir toutes idées en plus de ses propres initiatives pour un monde plus durable.